



Énergie, réseaux: l'Afrique en quête d'investisseurs

*Avec 2 milliards d'habitants prévus en 2050,
le continent affiche des besoins colossaux.*

CYRILLE LACHEVRE

DÉVELOPPEMENT Morcelée, divisée par les conflits ethniques et étatiques, instable politiquement, l'Afrique n'en reste pas moins - plus que jamais - une terre de promesse économique. Des perspectives de croissance qui s'expliquent principalement pour des raisons démographiques. « L'Afrique est en train de passer du stade de continent vide et rural à un continent plein et urbain, résume Luc Rigouzzo, directeur général de la banque Proparco, filiale de l'Agence française de développement (AFD). Il y a vingt ans, l'Afrique subsaharienne comptait 500 millions d'habitants, dont un tiers en ville, parmi lesquels un tiers seulement solvables, soit à peine 55 millions de personnes. » Après avoir franchi la barre du milliard d'habitants en 2009, le continent africain dépassera les 2 milliards en 2050, en grande majorité sous

la poussée de l'Afrique subsaharienne, dont la population sera de 1,3 milliard dès 2030. La moitié habitera en ville. « Cela signifie qu'il faudra raccorder en eau et en énergie

mais aussi en réseaux de transport 200 à 300 millions de personnes solvables », poursuit Luc Rigouzzo.

Les besoins sont colossaux : au Burundi, seuls 3% de la population est connectée à un réseau électrique, chiffre qui monte à 5% au Rwanda, à 12% en Tanzanie ou à 20% - un record - au Kenya. « Infrastructure et énergie sont clairement les moteurs des investissements dans ce continent », explique la secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, Anne-Marie Idrac, qui revient d'une tournée d'une semaine en Afrique au cours de laquelle elle a pu mesurer l'étendue de ces besoins. Au Bénin, par exemple, où seulement un ménage sur deux dans les villes et 2% dans les campagnes ont accès à l'électricité, la compagnie nationale n'assure qu'un quart de la production... Ce qui a conduit le

gouvernement béninois, avec l'aide de l'AFD, à entreprendre une étude destinée à favoriser l'émergence de producteurs privés d'électricité.

Stimuler les prêts publics

En République démocratique du Congo (RDC), c'est le projet Inga, au bas du fleuve Congo, qui suscite le plus de convoitise. Les deux barrages actuels (Inga 1 et Inga 2) pourraient produire en théorie 1800 MWh par jour chacun. En réalité, faute d'entretien, ils n'en produisent que le tiers. Les restaurer est une priorité, en attendant

la construction d'Inga 3, un barrage géant d'un potentiel théorique de 40000 MWh qui serait capable d'alimenter jusqu'à 500 millions de personnes en électricité...

Mis bout à bout, ces projets qui se multiplient dans toute l'Afrique nécessiteront un besoin colossal de capitaux ; or le continent ne capte jusqu'à présent que 2 à 3% des investissements directs étrangers dans le monde. La France s'appuie sur son rôle de président du Club de Paris (la structure informelle qui rassemble les créanciers publics des pays émergents) pour stimuler les investissements publics. Elle a notamment bon espoir de convaincre les autres pays membres du Club d'alléger la dette de la RDC d'environ 10 milliards d'euros (la moitié de la dette extérieure du pays), en en reconvertissant une partie pour financer le secteur de la formation professionnelle.

Anne-Marie Idrac a par ailleurs annoncé aux autorités kényanes que leur pays serait désormais éligible à la « réserve pays émergents » (RPE), ce qui devrait stimuler les prêts publics. L'AFD a déjà multiplié par trois ses engagements dans le pays, en trois ans, pour les porter à 240 millions d'euros.

Pour la secrétaire d'Etat, tout cela est le signe que « l'Afrique se transforme bien davantage et bien plus vite qu'on ne le croit en France ». L'enjeu pour le Vieux Continent est considérable : « Il n'y aura pas d'Europe prospère avec une Afrique misérable », prévient Anthony Bouteiller, président délégué du Conseil français des investisseurs en Afrique (Cian). ■

